

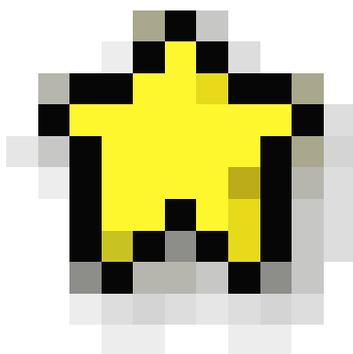
<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article2105>



Tribune libre

Non à l'adhésion de la FSU à la CSI

- SNES académique de Dijon - S3 - Actualité du métier - Expression directe -



Date de mise en ligne : dimanche 22 avril 2007

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

<!DOCTYPE HTML PUBLIC "-//W3C//DTD HTML 4.0 Transitional//EN">

Appel de syndiqués de la FSU

Non à l'adhésion de la FSU à la CSI

Au congrès de la FSU de Marseille, l'adhésion immédiate de la FSU à la Confédération Syndicale Internationale, proposée par les responsables, a été repoussée, cette proposition n'atteignant pas les 70 % des voix nécessaires. Nous nous en félicitons.

Malgré ce vote, les responsables de la FSU ont cependant fait adopter le principe d'une consultation individuelle des syndiqués de la FSU dans le but de faire avaliser l'adhésion de la FSU à la CSI.

Nous lançons cet appel en direction de tous les militants de la FSU et de tous ses syndicats, à tous les niveaux, dans les établissements, les départements, les académies. Nous considérons que l'existence même des syndicats, l'existence même de la FSU et des syndicats nationaux qui la composent est en cause.

Qu'est ce que la CSI ?

Ses buts sont affichés clairement dans sa déclaration de fondation, votée lors du congrès de fondation, à Vienne, en novembre 2006.

Ø « **Elle assume la tâche de lutter pour la gouvernance démocratique de l'économie globalisée** ». Qu'est-ce d'autre que déclarer vouloir participer à la gestion de la mondialisation, et qu'abandonner la défense des intérêts des salariés ?

Ø « **La CSI dit œuvrer pour l'incorporation d'une clause des droits des travailleurs et travailleuses dans l'OMC(...) Les organisations de travailleurs doivent avoir un statut consultatif dans l'élaboration et l'application des accords** ». Qu'est-ce d'autre que se définir comme organisation annexe de l'OMC ?

<o:p> </o:p>

Ø « **La confédération exprime son soutien indéfectible aux principes et au rôle des Nations Unies et à sa légitimité et son autorité unique** ». Qu'est-ce d'autre que définir la CSI comme organisation annexe de l'ONU ? Les peuples, de l'Irak à Haïti, ont appris que l'ONU sème l'injustice, la misère, et la guerre .

<o:p> </o:p>

Ø « **Le conseil général a le droit de suspendre et le congrès a le droit d'exclure toute organisation affiliée qu'ils jugent coupable d'infraction aux présents statuts ou d'actions contraires aux intérêts de la confédération ou d'inaction** » (Article IV des statuts). N'est-ce pas la fin de toute démocratie syndicale ?

<o:p> </o:p>

Ø « **Faire du syndicalisme la première ONG de la planète** » déclare Emilio Gabaglio, ancien secrétaire général de la CES. Peut-on mieux dire qu'il ne s'agit pas de créer un syndicat mais une ONG ?

<o:p> </o:p>

Peut-on tirer une autre conclusion que celle-ci : la nouvelle Confédération Syndicale Internationale n'est pas une nouvelle organisation syndicale internationale. C'est autre chose: une ONG annexe de l'ONU, du FMI et de l'OMC .

Voilà pourquoi on ne peut y adhérer, sous peine de mettre en cause l'existence même de nos organisations syndicales.

<o:p></o:p>

Pourrions nous défendre nos revendications en étant membres de la CSI ?<o:p></o:p>

<o:p> </o:p>

Le syndicat c'est la défense des revendications.

<o:p> </o:p>

Comment la CSI, organisation annexe de l'ONU et de l'OMC, pourrait elle défendre les revendications des travailleurs ?

<o:p> </o:p>

Nous, syndicalistes, devrions-nous en France abandonner le combat pour des revendications précises :

Ø l'abrogation du décret de Robien organisant le démantèlement des garanties statutaires des professeurs du

second degré concentrées dans les décrets de 1950,

Ø le maintien de l'Education Nationale, de diplômes nationaux, et donc du ministère de l'Education Nationale avec tous ses services,

Ø le combat contre les privatisations, les « partenariats public-privé », comme celui privatisant l'INSEP (Institut national du sport),

Ø le combat pour le retrait du décret créant les EPEP, qui démantèle l'école communale,

Ø le maintien de nos statuts de fonctionnaires de l'Etat,

Ø le combat contre la politique menée par le ministre de fusion des corps, dont sont victimes en premier lieu les personnels administratifs et de service. Cette politique conduit à la disparition de corps comme celui des attachés d'administration centrale (fin 2006), des CASU, vise à les transformer en agents polyvalents, entraîne la disparition de milliers de postes et l'externalisation des missions.

Nous voulons garder nos syndicats

Nous n'acceptons pas. Nous voulons rester des enseignants, des fonctionnaires. Nous voulons conserver nos droits, nos statuts, notre Sécurité Sociale, nos retraites, dont le démantèlement est engagé et dont les organisations internationales - Union Européenne, OCDE, OMC... - réclament la liquidation.

Nous savons que nous avons besoin de nos syndicats pour y parvenir. Depuis des mois, les enseignants se tournent vers les syndicats pour que, dans l'unité, ils organisent l'action pour le retrait des décrets Robien .

Nous ne voulons pas adhérer à une organisation qui combat contre nos revendications puisqu'elle défend les intérêts de nos adversaires : l'ONU, L'Union Européenne, le FMI .

L'adhésion de la FSU à la CSI serait un pas vers la constitution de la FSU en confédération, puisque seules des confédérations sont membres de la CSI . Ce serait un élément de déstabilisation des confédérations existantes.

Non à l'adhésion de la FSU à la CSI

Nous lançons cet appel pour alerter les syndiqués de tous les syndicats de la FSU et les appeler à voter NON à l'adhésion de la FSU à la CSI, pour que les syndicats nationaux de la FSU appellent à voter NON.

Nous, premiers signataires, proposons aux syndiqués de signer cet appel et de le faire signer autour d'eux. Nous les invitons à nous faire parvenir leurs contributions, leurs réflexions, les prises de position des instances syndicales auxquels ils participent.

Première réunion des signataires de cet appel

samedi 28 avril à 14 H 30 heures

Bourse du Travail à Paris, 3 rue du Château d'Eau - Paris 10ème (M° République)

NON à l'adhésion de la FSU à la CSI !

Premiers signataires : Josette **Angosto** (SNES 20), Jean **Annequin** (SNUipp 36), J-Jacques **Beliah** (SNES 69), Pierre **Belloir** (SNES 74), Christophe **Benoît** (SNES 30), Huguette **Bertrais** (SNESUP 69), Maryse **Chabrilat** (SNETAP 63), R. **Chapelain** (SNES 97), Régine **Charles** (SNES 93), J-Marc **Châtelet** (SNES 62), **Chremel** (SNES 59), Mickaël **Colin** (SNES 59), Didier **Costenoble** (SNES 59), Jean **Coudert** (SNETAP 63), Nicole **Courcelle** (SNES 59), Jean-Paul **Crouzet** (SNUipp 69), Edith **Danry** (SNES 21), Serge **Da Silva** (SNES 92), Quentin **Dauphiné** (SNES 83), Erwan **David** (SNES 64), Sylvie **Debord** (SNETAP 58), J.-P. **Delahaye** (SNES 61), Jean **De Rohan** (SNES 58), Jean **Dubessy** (SNCS 54), Françoise **Dureau** (SNETAP 63), Eric **Esnault** (SNES 38), Eliane **Fisch** (SNES 68), Romain **Geny** (SNES 59), Catherine **Grupper** (SNES 93), Michel **Kaim** (SNES 59), Bernard **Labat** (SNUipp 13), Hélios **Laclaustra** (SNETAP 63), Alexis **Lacroix** (SNES 94), J-François **Larosière** (SNES 59), Marie-Hélène **Laulié** (SNASUB 75), Jacques **Le Beuvant** (SNASUB 29), J.-Christophe **Leduc** (SNES 88), Jack **Lefebvre** (SNES 78), Michel **Lefebvre** (SNES 93), Philippe **Lestang** (SNES 59), Patrick **Le Tuhaut** (SNASUB 75), Jacques **Maillard** (SNCS 75), Patrick **Malfoy** (SNES 93), Nathalie **Malguid** (SNES 77), Audrey **Marc** (SNES 30), Yacha **Mignot** (SNES 13), Bernadette **Nové** (SNES 93), Martine **Pellicier** (SNES 69), Catherine **Piecuch** (SNES 59), Joël **Pitt** (SNETAP 48), Gérard **Réquigny** (SNES 93), Georges **Roche** (SNUipp 92), Hubert **Sauvage** (SNES 62), Isabelle **Soulé** (SNES 64), Charlotte **Stavot** (SNES 59), Martine **Strugeon** (SNES 93), Sophie **Suchard** (SNES 92), Gilles **Surplie** (SNES 62), Najate **Toufid** (SNES 93), Karine **Vanwynendaele** (SNES 59), Alain **Veysset** (SNES 91).